

Numéro 110 - 19 août 2016

**US Steel et le tribunal de faillite foulent aux pieds les droits
et la dignité des métallos**

**Le droit d'exercer un contrôle sur
nos vies et notre travail est important**

- Rolf Gerstenberger -



Les métallos de Hamilton tiennent une ligne de piquetage devant la Cour de la LACC à Toronto le 17 août 2016.

**US Steel et le tribunal de faillite foulent aux pieds les droits et
la dignité des métallos**

- Le droit d'exercer un contrôle sur nos vies et notre travail est important
- Rolf Gerstenberger
- Le sommet de l'hypocrisie
- Lettre à la rédaction
- Les métallos de Hamilton distribuent Information Update

US Steel et le tribunal de faillite foulent aux pieds les droits et la dignité des métallos

Le droit d'exercer un contrôle sur nos vies et notre travail est important

- Rolf Gerstenberger -

Un aspect dominant de la situation au Canada en ce XXI^e siècle est que la classe ouvrière n'a pas les moyens d'exercer un contrôle sur les choses qui touchent la vie des travailleurs. Peu importe combien on répétera que le Canada est démocratique, lorsque des choses se produisent qui affectent directement la vie des individus et des collectifs, ceux qui sont touchés se sentent impuissants à contrôler les événements. Lorsque les usines ferment, lorsque des collectifs de travailleurs font l'objet de réduction des effectifs, quand le travail est envoyé en sous-traitance, lorsque les pensions, les avantages sociaux et les salaires sont réduits ou même éliminés, lorsque l'emploi et les possibilités d'éducation postsecondaire sont bloqués, quand une catastrophe frappe les individus ou les collectifs, comment peut-on parler de démocratie si les personnes touchées n'ont pas de contrôle ou le droit de changer la situation de façon significative.



Lorsque les travailleurs n'ont pas de contrôle sur l'économie, sur leur travail et sur les grands enjeux qui les affectent et se font dire que c'est à chacun de pourvoir à ses propres besoins et à se débrouiller du mieux qu'il peut dans la situation donnée, il y a clairement un besoin de renouveau démocratique. C'est le temps de développer la politique et la science économique qui permettent aux travailleurs d'exercer un contrôle sur leur vie et leur travail et de se soustraire au diktat et au contrôle de la toute petite clique qui n'agit qu'à partir de ses intérêts privés étroits, au mépris du grand intérêt public et du plus grand bien pour tous.

Les grands enjeux sont faciles à identifier et se rapportent tous à la sécurité économique :

- la sécurité d'emploi ;
- la sécurité du bien-être lorsqu'en chômage ou lorsqu'incapable de travailler pour une raison ou une autre ;

- la sécurité à la retraite ;
- la sécurité d'une alimentation de qualité, de services de santé et d'éducation de qualité et des autres programmes sociaux et services publics nécessaires au fonctionnement d'une société collective moderne ;
- la sécurité de savoir que par le travail et par la contribution à son bien-être personnel par le travail dans une économie socialisée, on peut aussi contribuer à la société et à la sécurité de tous, y compris la sienne, en toutes circonstances.

Sans la sécurité économique de la personne et sans la capacité d'influer sur la situation de façon significative, toute prétention de démocratie et de droit n'est que bavardage.

Au Canada, nous vivons dans de grandes villes ou dans des régions où sont exploitées les ressources naturelles. L'économie est organisée comme un ensemble de composantes reliées entre elles. Alors comment peut-on voir les endroits de travail séparément, en dehors du contexte du grand collectif d'endroits de travail ? L'élite dominante qui contrôle les affaires économiques et politiques veut que la classe ouvrière voie les différents endroits de travail comme étant en concurrence les uns avec les autres dans une lutte désespérée pour la survie du plus fort. Mais nous ne vivons pas au Far West. Nous ne sommes pas dans la jungle. L'économie est un organisme collectif et chacune de ses composantes joue un rôle dans le renforcement du tout ; les différentes composantes de l'organisme se renforcent en rendant le tout plus grand que la somme de ses composantes.

C'est du moins ainsi que devrait fonctionner une économie socialisée moderne, mais ce n'est pas le cas à cause de l'ingérence et de l'obstruction des entreprises les plus puissantes qui bâtissent leurs empires privés en rivalité avec d'autres empires, aux dépens de l'ensemble. La construction d'empire affaiblit le tout et finit par affaiblir aussi la plupart des composantes de l'économie socialisée puisqu'elles se font la guerre plutôt que de coopérer et de trouver les façons de travailler ensemble pour le plus grand bien et pour l'avancement du tout. Il en résulte des tragédies pour certaines composantes et des crises économiques générales et périodiques et des guerres, où c'est le peuple qui paie pour l'anarchie et la violence.



La classe ouvrière est la seule force sociale capable de renforcer les différentes composantes de l'économie et leurs rapports entre elles et avec le tout, pour le plus grand bien. La classe ouvrière peut alors mobiliser la force collective de l'économie socialisée moderne pour voir à la sécurité, au respect des droits et au bien-être de tous. Le problème d'établir un contrôle sur les questions qui nous affectent est abordé en s'organisant pour priver ces forces sociales de leur pouvoir de priver le peuple de son droit de contrôler sa vie et son travail. La classe ouvrière est la force sociale qui peut créer les formes et les rapports nécessaires pour que les individus et leurs collectifs puissent acquérir un contrôle par le pouvoir de priver l'élite impérialiste dominante de son pouvoir de priver.



Le sommet de l'hypocrisie

US Steel et le tribunal de la LACC foulent aux pieds les droits et la dignité des métallos et endommagent l'économie canadienne

Le 17 août, les métallos de Hamilton ont d'abord tenu une ligne de piquetage devant le Palais de justice puis se sont entassés dans la salle d'audience de la Cour supérieure de justice de l'Ontario où ils ont entendu une nouvelle fois les avocats et le juge Wilton-Siegel agir et parler d'une

manière qui ne représente pas les intérêts des travailleurs ni ne respecte leur dignité ou est à l'avantage de l'économie canadienne. L'ordre du jour était l'audience d'une motion visant à rétablir le droit aux avantages sociaux à la retraite (les OPEB) dont le tribunal de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) a injustement dépouillé plus de 20 000 retraités.

Le juge de la LACC a commencé les procédures d'une manière défensive en niant avoir attaqué les droits des retraités lorsqu'il a approuvé la motion de la LACC de US Steel (USS) et de son agent de restructuration et contrôleur d'arrêter de payer les OPEB qui appartiennent de droit aux métallos. Le juge a dit à plusieurs reprises, comme s'il essayait de s'excuser, qu'il n'a pas privé les retraités de Stelco de leur droit légal et reconnu depuis longtemps à ces avantages sociaux mais a simplement approuvé une motion du contrôleur permettant à l'entreprise de prendre une décision d'affaires qui ne serait pas autorisée en dehors de la protection de la LACC.



Que doivent penser les métallos de ce plaidoyer irrationnel d'innocence face à la négation de leurs droits ? Pourquoi ne pas en finir avec cette hypocrisie et laisser USS et son agent de restructuration et contrôleur et les autres hommes de main et à tout faire dicter directement les demandes de leurs intérêts privés monopolistes pour endommager l'économie et fouler aux pieds les droits des métallos et des autres personnes concernées ? Les Canadiens verraient alors clairement l'affrontement qui oppose le droit public et le droit de monopole et arriveraient à la conclusion appropriée qu'un changement fondamental s'impose. Les Canadiens seraient à même de saisir que le processus de la LACC n'a rien à voir avec la justice ou une restructuration d'un site de production viable pour renforcer l'économie dans l'intérêt public. Les soi-disant arguments qu'on est censé écouter ont comme objectif de cacher et de faciliter les intérêts privés étroits de puissants monopoles mondiaux au détriment de l'économie canadienne, des travailleurs et des retraités directement affectés ainsi que de beaucoup d'autres qui souffrent d'une telle perte.



Les arguments en cour de USS et de ses hommes de main sont intéressés et n'ont rien à voir avec la résolution des problèmes auxquels Stelco ou le secteur canadien de l'acier font face et ne valent même pas la peine d'être répétés. [1] Ils reviennent simplement à dire que US Steel est le principal créancier et que le juge devrait décider de toutes les questions d'une façon qui favorise le droit de monopole du créancier déclaré. Il importe peu que des preuves circulent de plus en plus dans les médias qui suggèrent que l'intention du soi-disant créancier principal US Steel, dès l'achat de Stelco en 2007, était de détruire la production d'acier au Canada, en

particulier à Hamilton Works, et d'endommager directement l'économie canadienne. Les rapports indiquent maintenant que USS a délibérément gonflé de 123 millions \$ le prix du minerai de fer et

de coke que US Steel Canada a acheté des mines détenues et contrôlées par USS. Ces pratiques comptables trompeuses associées au transfert de la production de sa filiale Stelco vers les usines de USS aux États-Unis, et l'organisation délibérée de lockouts et le démantèlement de la production sont considérées comme des éléments d'une campagne qui vise à donner l'impression que Stelco perd de l'argent et a besoin de la protection de la faillite alors que les aciéries au Canada sont viables et rentables lorsqu'elles sont bien entretenues et produisent normalement. L'hypocrisie, l'injustice et les dommages à l'économie et à la population canadienne et au droit du public sont de plus en plus évidents pour tous. Les gouvernements fédéral et de l'Ontario semblent impuissants, effrontés et anticanadiens par leur inaction face à la défense de l'intérêt public et des droits des travailleurs canadiens et leur refus d'assumer leur responsabilité sociale en mettant un terme à ce travesti de justice.

En ce qui a trait à la négation des droits des retraités aux avantages sociaux à la retraite, les métallos les ont négociés avec Stelco au sein de leurs syndicats, en échange de leur capacité de travailler. Ils ont respecté leur partie du contrat en travaillant et en produisant de l'acier pendant leur vie active. Stelco, son successeur US Steel et les gouvernements fédéral et ontarien ont le devoir de respecter ce contrat comme une question de droit des métallos dans le cadre des rapports de production qui existent au Canada en ce moment. Nier ce droit, c'est remettre en question l'ensemble de l'arrangement qui existe entre ces monopoles mondiaux, les gouvernements et la classe ouvrière canadienne. Si les monopoles et les gouvernements ne sont pas prêts à reconnaître les droits des travailleurs et les ententes formelles qui sont conclues en échange de leur capacité de travailler, ou à reconnaître la nécessité de faire une place au droit des Canadiens à une économie viable qui leur fournit sécurité et bien-être, il est clair qu'on devra établir de nouveaux arrangements en ce qui concerne les rapports de production. La classe ouvrière canadienne ne peut pas et ne va pas tolérer les attaques à ses droits, à sa sécurité et à sa dignité et quelque violation des ententes légales.



Les métallos ont distribué le numéro de *Information Update* consacré au 70e anniversaire du syndicat devant le Palais de justice.

Les métallos ne demandent pas la charité ; ils demandent ce qui leur revient de droit. Ils ne demandent pas l'impossible ; ils demandent que les problèmes de l'économie canadienne de l'acier soient reconnus tels qu'ils sont et résolus d'une façon qui bénéficie aux Canadiens, à leur économie et à l'intérêt public, au lieu qu'ils soient utilisés et masqués par une fraude qui est dictée par les impérialistes de New York et de Pittsburgh pour servir le droit de monopole.

***Restaurez les avantages sociaux à la retraite !
Non à la fraude de la LACC !
Défendons les droits et la dignité de la classe ouvrière !
Non au droit de monopole ! Oui au droit public !
Stelco doit continuer de produire de l'acier !
Le Canada doit continuer d'être un producteur !***

Note

1. Le 17 août, US Steel Canada a présenté une motion, en réponse à la motion à l'effet de restaurer les OPEB, qui consiste principalement en une déclaration sous serment de William Aziz. Aziz est le président de BlueTree Advisors II Inc, et c'est en cette qualité qu'il a été nommé « agent de restructuration en chef » de US Steel Canada. On peut lire l'argumentation de USSC en [clicquant ici](#).



Lettre à la rédaction

C'est la deuxième fois que la section locale 1005 a affaire à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) et le processus soulève plusieurs questions. Chose certaine, il faut s'attendre à tout dans ce processus, y compris aux propos les plus ridicules.

Quand le Syndicat des Métallos (USW) a mis de l'avant une motion à l'effet de restaurer les avantages sociaux à la retraite (OPEB), US Steel Canada (USSC) a répondu ce qui suit dans la section 68 de son factum : « USSC se soucie des nombreux bénéficiaires des OPEB qui sont présentement affectés par la suspension des OPEB. » (!)

Le 9 octobre 2015, USSC, par le biais du tribunal de la LACC, a privé de leurs avantages sociaux à la retraite plus de 20 000 retraités, leurs conjointes et leurs survivants. Le syndicat et le groupe représentant les salariés tentent de rétablir les avantages sociaux à la retraite. Selon la section locale 1005, ces avantages sociaux ont été gagnés par plus de 70 ans de lutte et font partie d'un contrat juridiquement contraignant signé en vertu du droit du travail en Ontario.

Pour dissimuler ce « vol légalisé » des OPEB, différents mécanismes ont été mis sur pied pour donner l'impression que « quelqu'un se soucie » de la situation des « bénéficiaires ». Par exemple, un Fond de transition a été établi pour soi-disant réduire l'impact de l'élimination des OPEB.



Le gouvernement provincial peut bien déclarer qu'il se « soucie » des bénéficiaires. S'il s'en souciait vraiment, il ferait appliquer le droit du travail et forcerait USS et USSC à payer tous les avantages sociaux à la retraite protégés par la loi.

C'est le comble de l'hypocrisie de la part de USSC de prétendre se soucier des bénéficiaires alors que c'est lui-même qui a mis fin au paiement des prestations.



Les métallos de Hamilton distribuent Information Update



Dans le cadre du travail régulier qu'ils font pour informer la communauté de Hamilton de leur lutte à la défense de leurs droits et des droits de tous, les métallos actifs et à la retraite ont tenu un piquet d'information le 8 août à l'intersection des rues King et James. Ils ont distribué le numéro du 29 juillet du bulletin de la section locale 1005, *Information Update*, qui souligne le 70e anniversaire du syndicat. Ayant eu affaire depuis longtemps aux tribunaux et aux gouvernements, les métallos ont appris que la lutte se mène d'abord et avant tout devant le tribunal de l'opinion publique et c'est pourquoi ils se sont toujours assurés que les résidents de



70 Years and Still Fighting CONGRATULATIONS!

GARY HOWE

On the occasion of the 70th anniversary of USW Local 1005, the Executive of Local 1005 greets all its members and their families, our pensioners and pensioners' spouses, our members from MANA locked out for more than three years, the entire labour movement and all of Hamilton. We bow our heads to the generations which preceded us.

During World War Two and in 1946, Hamilton steelworkers stood as one with their community and the country to fight for a better world for themselves and others. This is what it meant to be a proud Canadian steelworker. Our persistence and dedication to the justice of our cause opened a path to progress which benefited society as a whole. Our history began with a whisper and, with the Strike of '46, it grew into a roar. On the basis of such sacrifice, we were able to improve our lives and those of our community and country.

Since the early 90s we have been facing a whole new ball game. Companies won't negotiate. They demand. They impose. They claim insolvency protection to get the courts to give them everything they want. Decisions

The public authorities think they can ignore and dismiss the steelworkers' solutions despite the fact that USS is in flagrant violation of all its commitments -- from pensions to benefits, to taxes, to environmental cleanup and more. Furthermore, we use the CCAA for the second time and Algoma East Steel is in CCAA for the third time. USS is pulling off the most egregious shell game Canada has ever witnessed to claim it is a creditor, not an equity owner, and that U.S. Steel Canada is a debtor. It must not be allowed!

As we have done in the past, we will continue to fight so that the solutions we are presenting prevail.

We hold the moral high ground, not USS, not the CCAA court, not the governments, not their media or think-tanks or lawyers and thieves. We continue to engage in serious discussion and demand that a serious approach be taken by governments at all levels, the mass media, universities and all public agencies. Monopoly right controlled by the ultra rich and its narrow private interests must be deprived of their ability to wreck our lives, our cities, our environment, our country.

Hamilton soient informés de l'ensemble de leur lutte contre les frauduleuses procédures de la LACC, avec Stelco d'abord puis US Steel.

Pour lire *Information Update* en ligne, [cliquer ici](#) et contacter la section locale à uswa1005.ca pour obtenir des copies du bulletin.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca